La Direction générale Statistique – Statistics Belgium ;

Vu le règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « le règlement général sur la protection des données »);

Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique (ci-après « la loi statistique »);

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Vu la loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE;

Vu la demande du Centre de recherche et d'étude pour l'action territoriale de l'Université catholique de Louvain reçue le 22 décembre 2018;

Prononce la décision suivante, le 18 janvier 2019,

I. Objet de la demande

1. Le Centre de recherche et d'étude pour l'action territoriale de l'Université catholique de Louvain (ci-après « CREAT ») effectue des recherches et des études consacrées au développement territorial.

2. Le CREAT participe, en collaboration avec les centres d'étude de l'IGEAT-ULB et du Lepur-ULG, aux recherches de « La Conférence Permanente du Développement Territorial » (CPDT), une plate-forme multidisciplinaire de recherches, de formation et d'échanges, il s'agit d'un Programme (pluri)annuel financé par la Wallonie.
3. Lors de la subvention 2018, le CREAT a été chargé de la recherche R5 « Stratégie et Référentiel pour des Quartiers Nouveaux de taille moyenne » dont l’un des objectifs est d’analyser les besoins en logements en vue de prévoir les besoins futurs tenant compte du parc de logement actuel et des dynamiques immobilières récentes.

4. Le second volet de l’étude vise à identifier des sites de potentiel foncier de 2 à 15 ha où pourrait s’établir des « Quartiers Nouveaux » afin de répondre aux besoins en logements.

5. Le demandeur demande la communication des données suivantes:

   - Les variables pour les mouvements concernant les individus et les ménages (lorsque la données existe) de 2011 à 2017. Ces mouvements comprennent :
     o Les naissance/décès
     o Les migrations interne : inter et intra-communal
     o Les migration externe : immigrations/émigrations ; réinscription/radiations ; changement de registre (in/out)

II. Compétence et recevabilité

6. Il s’agit de données à caractère personnel.

7. En vertu des articles 24bis et 24quater de la loi statistique, la Direction générale Statistique – Statistics Belgium est autorisée à faire usage de données administratives pour la production et la diffusion de statistiques.

III. Examen de la demande

   a. Base légale

8. Le demandeur est habilité à recevoir des données en vertu de l’article 15, alinéa 1er, 4° de la loi statistique.
b. Finalité et transparence

9. À travers le programme de travail 2018 de la Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT), le Gouvernement wallon a chargé une équipe de recherche de travailler sur une « Stratégie et un référentiel pour des Quartiers Nouveaux de taille moyenne ». L’objectif principal de la recherche est de quantifier et qualifier la demande et l’offre potentielles en logements en Wallonie en tenant compte de la dynamique immobilière résidentielle récente. De cet objectif découle deux finalités majeures :
   - La quantification et la qualification de la demande en logements
   - L’identification des réponses qui peuvent y être apportées (offre en logements)

10. Il s'agit d'un traitement de données conforme à l'intérêt public.

11. Les données ne seront utilisées qu'à des fins scientifiques. Le résultat n'aura en aucun cas des conséquences individuelles administratives.

12. La finalité de la recherche est conforme aux conditions fixées dans la loi statistique et est conforme à la finalité communiquée aux fournisseurs de données administratives.

c. Proportionnalité


14. Les données codées demandées sont nécessaires à la réalisation du projet de recherche. Le demandeur a énuméré les variables demandées dans la demande de données et a motivé la raison pour laquelle la variable est nécessaire pour la recherche.

15. La recherche présente une dimension géographique prononcée. Cela justifie la demande de coordonnées géographiques.

16. Les développements en Wallonie se situent dans le contexte belge. Par conséquent, demander des données relatives aux autres régions est également justifiée en vue d’effectuer des analyses comparatives.

17. Les fichiers relatifs à l’évolution de la population (naissances, décès, etc.) donnent aux chercheurs un aperçu des éléments dynamiques de celle-ci, en plus de sa structure.
18. Il n'est pas possible de réaliser l'étude sur la base de données agrégées.


   d. Mesures de sécurité

20. Le contrat de confidentialité mentionne que seuls les résultats au niveau agrégé sont autorisés et pour autant qu'aucune identification ne soit possible. Le demandeur précise qu'il ne publiera que des données globales et anonymes.

21. Le responsable du traitement et le Data protection officer sont identifiés.

22. Malgré la pseudonymisation, il existe un risque d'identification indirecte via les coordonnées géographiques. Ce risque demeure cependant indirect dans la mesure où la coordonnée ne mentionne ni nom ni adresse directement identifiable.

23. S'agissant des mesures de protection mises en place, le demandeur a précisé que les données seront placées sur un dossier d'un serveur et qu'elles seront accessibles uniquement par les chercheurs. Le serveur en question fait partie du domaine de l'Université catholique de Louvain et est sécurisé. Par ailleurs, le demandeur précise également que le travail de recherche sera mené exclusivement sur le serveur qu'il n'y a aucun transfert de données à partir d'un support mobile.

24. Les mesures sont adéquates et sont suffisantes afin de garantir la protection des données. Le demandeur veillera néanmoins à informer le conseiller en sécurité de l'Université catholique de Louvain (Alain Ninane).

25. Les mesures techniques et organisationnelles mentionnées sont suffisantes en vue de minimiser le risque de fuites ou d'utilisation abusive des données.
IV. Conditions d’utilisation des données

I. Diffusion

26. Les résultats seront présentés de manière agrégée. On évitera ainsi que des données soient identifiées après publication des résultats.

27. Le Chercheur doit en effet veiller à ce qu’après l’analyse et l’utilisation des données, les résultats publiés restent anonymes et globaux de sorte que les données individuelles ne puissent pas être identifiées directement ou indirectement à partir de ces résultats.

28. Les résultats ne peuvent donc être diffusés que sous une forme globale et anonyme.

29. Au minimum deux semaines avant la diffusion, le Chercheur doit d’ailleurs soumettre la publication envisagée à la Direction générale Statistique – Statistics Belgium.

II. Contrôle

30. Le chercheur accepte expressément que des représentants de l’Autorité de protection des données et/ou de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium aient, à chaque instant et sans mise en demeure préalable, accès aux locaux et à l’infrastructure informatique où les données communiquées sont conservées, pour contrôler l’exécution des dispositions de la présente décision, des dispositions de la loi statistique et de ses arrêtés d’exécution ainsi que des dispositions du contrat de confidentialité.

31. Sur simple demande, l’Autorité de protection des données et/ou la Direction générale Statistique – Statistics Belgium peuvent obtenir l’accès à d’autres locaux et à d’autres systèmes ICT afin de contrôler si aucune violation des dispositions de la présente décision, des dispositions de la loi statistique publique et de ses arrêtés d’exécution et des dispositions du contrat de confidentialité n’est commise.

III. Notification en cas de violations des données

32. En vue de satisfaire aux exigences du règlement général sur la protection des données, le chercheur devra notifier à la Direction générale Statistique – Statistics Belgium, toute violation des données communiquées en vertu de la présente décision.

33. La notification doit être réalisée sans délai et par courrier électronique adressé au Data protection officer de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium. Cette notification devra contenir tous les renseignements utiles et opportuns en vue de
permettre à la Direction générale Statistique – Statistics Belgium de prendre des mesures relatives à cette violation, notamment l’élaboration de mesures techniques rendant les données inutilisables, l’évaluation du risque d’une nouvelle violation, la communication avec les autorités compétentes et les personnes concernées ou encore l’établissement d’un audit des processus et opérations dans le cadre de l’enquête sur la violation.

34. Le chercheur prendra toutes les mesures nécessaires en vue de collaborer avec la Direction générale Statistique – Statistics Belgium dans le cadre de l’enquête sur la violation des données survenue. Le chercheur s’engage également à collaborer pleinement à tous les actes de procédure administrative et/ou civile dirigés contre le SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie dans le cadre de cette violation de données et des autres actes connexes.

V. L’avis du Data protection officer

35. Par ces motifs, le Data protection officer de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium émet un avis positif, conformément aux modalités de la présente délibération, à la communication des données demandées par le CREAT.

PAR CES MOTIFS,

La Direction générale Statistique – Statistics Belgium

autorise la transmission des données demandées au Centre de recherche et d’étude pour l’action territoriale de l’Université catholique de Louvain aux conditions précisées ;

E. MEERSSEMAN  
Data protection officer  
Direction générale Statistique – Statistics Belgium

N. WAeyaERT  
Directeur-général